

Annexe 9 : Réalisation et coordination des travaux

1. Objet

Cette Annexe a pour objet de décrire les principes et modalités pratiques de collaboration entre Elia et le GRD lors de la réalisation de travaux et/ou adaptations au sein d'un Poste de transformation.

2. Documentation, plans et schémas unifilaires

Tout propriétaire d'une installation est chargé de la gestion de son propre schéma unifilaire légalement obligatoire.

Lorsque plusieurs gestionnaires de réseau de distribution partagent le même Poste de transformation et à l'exception des cas où il y a une Sous-station MT distincte par gestionnaire de réseau de distribution, le gestionnaire de réseau de distribution pour la zone de distribution – pour laquelle il a été désigné comme gestionnaire de réseau de distribution - où se trouve le Poste de transformation, s'occupe de rassembler la documentation fournie par chacun des gestionnaires de réseau de distribution et/ou Elia et organise la diffusion de cette dernière et du schéma unifilaire coordonné des installations MT. Dans le cas où il y a une Sous-station MT distincte par gestionnaire de réseau de distribution ces derniers organisent la diffusion à Elia de la documentation et du schéma unifilaire coordonné des installations MT.

Lorsque plusieurs gestionnaires de réseau de distribution partagent le même Poste de transformation, les Parties s'informent de toute modification pertinente de leurs installations au sein du Poste de transformation. Notamment, suite à des travaux dans le Poste de transformation, la localisation des nouvelles installations (dans ou en dehors d'un bâtiment), le tracé des câbles (nouveaux comme existants) devra être rigoureusement documenté via un plan 'as built' et transmis au propriétaire du bâtiment ou du terrain conformément à la procédure décrite au point 4.4.

3. Conformité des installations

L'exécution de modifications, transformations et travaux quelconques et le résultat de ceux-ci devront toujours être conformes à la législation en vigueur notamment quant à la délivrance de permis d'urbanisme et d'environnement, à la conformité aux règlements de protection contre l'incendie, au R.G.I.E., Code de Bien-être au Travail, etc., ainsi qu'aux dispositions reprises dans le(s) permis.

Lors de l'adjonction d'un nouvel équipement dans un bâtiment ou d'un nouveau bâtiment sur un site, le propriétaire du nouvel équipement ou bâtiment est tenu de se conformer à la législation en vigueur, et notamment à celle qui concerne les nuisances sonores et les champs électromagnétiques. Le propriétaire d'une installation est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires et raisonnables visant à ce que le nouvel ensemble (installations existantes et nouvelles) demeure totalement conforme aux normes en la matière. Selon le type d'équipement, une adaptation de permis pourrait être nécessaire.

De même, si un bâtiment contient de l'amiante, le propriétaire de celui-ci est tenu de se conformer à la législation en vigueur.

Enfin, le stockage temporaire de déchets et/ou de matériel ne peut en aucun cas bloquer les accès principaux ou/et les issues de secours.

4. Exécution de travaux sur le terrain ou dans le bâtiment propriété de l'autre Partie

4.1 Généralités

Chaque Partie s'oblige à occuper les lieux mis à disposition et à y exécuter les travaux en bon père de famille. Après chaque travail, chaque Partie veille à la remise de ceux-ci dans leur état où ils se trouvaient en ce compris les clôtures, barrières d'accès et plantations.

Chaque Partie est tenue de laisser les terrains et bâtiments dans un état propre et rangé après toute intervention qu'elle a commanditée. La Partie concernée garantit entre autres la gestion et l'évacuation directe ou indirecte des déchets générés par ses interventions.

Le stockage et l'évacuation des déchets sur site doit se faire conformément à la législation en vigueur. Sauf accord explicite du propriétaire, il est interdit de laisser ses déchets sur site.

Des mesures préventives doivent systématiquement être prises pour éviter toute pollution du terrain, du réseau d'égouttage ou des infrastructures de l'autre Partie.

4.2 Assainissement des sols

L'assainissement d'un site (ou partie de site) dont le sol est historiquement pollué se fera conformément à la législation régionale en vigueur.

Chaque Partie, même non propriétaire, exécutant des travaux générant des mouvements des terres polluées (in situ et ex situ) doit se conformer à la législation en vigueur ainsi qu'aux éventuelles recommandations du propriétaire. Elle doit notamment prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des installations, la sécurité et le bien-être de ses travailleurs pendant les travaux précités, et doit par ailleurs prendre en charge la gestion opérationnelle des terres en question.

Les frais engendrés par la gestion des terres déplacées sont pris en charge par le maître d'ouvrage du chantier, et ce conformément à la législation régionale en vigueur.

Ceci s'applique à tous les sites existants ou nouveaux.

4.3 Adaptations de bâtiments et d'installations dans les bâtiments

Sauf accord spécifique entre les Parties, toutes modifications, transformations et travaux quelconques au bâtiment occupé, acceptés par le propriétaire conformément à la procédure décrite au point 4.4, seront réalisés et pris en charge par ce dernier.

La Partie utilisatrice ne peut apporter aucune modification, transformation, ni faire aucun travail généralement quelconque sur le bâtiment occupé, que ces modifications, transformations et travaux quelconques soient réalisés dans son seul intérêt et pour son

propre usage ou que ceux-ci soient réalisés également dans l'intérêt et pour l'usage des Parties.

Les Parties peuvent, le cas échéant, apporter des modifications et adaptations à leurs installations (ou partie de celles-ci) et câbles, procéder à divers travaux sur leurs installation(s) (ou partie de celles-ci) et même placer de nouveaux équipements au sein du bâtiment mis à disposition, pour autant qu'elles en aient averti préalablement le propriétaire conformément à la procédure décrite au point 4.4.

4.4 Procédure relative aux demandes d'adaptations

Conformément à l'Annexe 8, la Partie utilisatrice d'un terrain ou d'un bâtiment peut installer un nouveau bâtiment, ses propres câbles et installations placées sur ou sous le terrain ou dans le bâtiment du propriétaire mais doit, au préalable, solliciter l'autorisation de ce dernier.

De même, si pour une raison objective, des plantations devaient être enlevées ou déplacées, temporairement ou définitivement, un accord du propriétaire doit être obtenu au préalable.

A cet effet, les Parties se mettent d'accord sur l'emplacement du nouveau bâtiment ou des nouvelles installations, le tracé des nouveaux câbles ainsi que sur les mesures à prendre et les spécifications techniques à respecter lors des travaux. La Partie propriétaire peut demander d'établir un état des lieux, du terrain ou du bâtiment avant le début du chantier.

Une fois les divers éléments validés par le propriétaire, une « convention d'occupation précaire » pour la durée des travaux dans le Poste de transformation est conclue entre les Parties, et ce, avant l'exécution des travaux.

En outre, et à l'exception des installations à l'intérieur d'un bâtiment existant pour lesquelles la présente Convention octroie un droit d'utilisation à l'autre Partie utilisatrice, la localisation des nouvelles installations, le tracé des câbles (nouveaux comme existants) devront être rigoureusement renseignés sur un plan 'as built' qui sera transmis au propriétaire du terrain. Après les travaux, un acte notarié établissant les éventuelles servitudes et droits réels nécessaires (servitude d'appui et de soutien, servitude de passage souterrain des câbles,...) sera signé à moins que les travaux effectués ne nécessitent pas de nouvelles servitudes et droits réels par rapport à la situation actuelle.

4.5 Démantèlement des installations mises hors service

Sauf accord spécifique conclu entre les Parties, si une Partie souhaite quitter un lieu mis à disposition, décide d'en enlever une ou plusieurs installations (ou une partie de celles-ci) ou n'utilise plus les installations (ou partie de celles-ci), cette même Partie démantèle les installations totalement (c'est-à-dire entre autres en retirant également les câbles souterrains ainsi que les systèmes secondaires qui y sont liés) à ses frais exclusifs et en veillant à ne causer aucun préjudice envers les autres Parties.

Une attention particulière sera portée aux systèmes secondaires afin de s'assurer que les modifications/démantèlements précités n'ont pas d'incidence sur le bon fonctionnement des installations restant en service d'une des Parties ou d'un tiers.

5. Exécution de travaux en commun

Lors de la réalisation d'un projet commun (projet qui nécessite des investissements par les deux Parties) ou lors de travaux au sein d'un Poste de transformation ayant un impact potentiel sur les installations de l'autre Partie ou des tiers ou sur le fonctionnement global des installations, il convient de porter une attention particulière à la coordination et aux échanges d'informations entre les Parties. A cet effet, plusieurs canaux d'échanges seront mis en place en complément du suivi global du portefeuille de projet évoqué à l'Annexe 7.

5.1 Note et scénario de projet

Dans le cadre d'un projet commun et conformément à l'Annexe 7, les accords relatifs à la définition du projet sont repris dans une « fiche scoping » initiée par Elia et validée au plus tard avant toute commande de matériel et/ou avant le début des études.

Sur base de cette « fiche scoping » pour les projets communs, la Partie initiatrice des travaux fournit une note de projet, comportant une description détaillée des renseignements et des décisions concernant entre autres :

- le schéma unifilaire MT;
- l'implantation des équipements MT et BT;
- les alimentations auxiliaires (110VDC, 230 ou 400VAC) mises à disposition;
- la mise à la terre du réseau MT;
- le plan de protection (contenant notamment les informations permettant d'assurer la compatibilité des systèmes de protections des Parties : type de protection, caractéristiques particulières et seuils,...);
- l'ordre des phases des câbles et le couplage du transformateur;
- le tracé des câbles;
- l'accord sur le mode d'exploitation des transformateurs HT/MT;
- les échanges des mesures, des alarmes et des signalisations;
- les automatismes programmés;
- les comptages prévus;
- les installations de télécommandes centralisées;
- les accords sur l'exploitation et l'entretien des Sous-stations MT;
- la puissance conventionnellement délivrable;
- la gestion de l'énergie réactive (batteries de condensateurs, inductances,...);
- l'analyse des risques des indisponibilités (durant les différentes phases du projet).

Pour établir le déroulement des travaux, un scénario sera rédigé de commun accord pour chaque projet, avant le commencement des travaux. Celui-ci reprend entre autres les coupures des éléments de réseau (nécessaires aux travaux), de même que les délais dans lesquels ils sont restituables. En outre, les périodes de test et les mises en et hors service des équipements y seront indiquées.

Des réunions doivent être programmées en vue d'assurer une description correcte du projet et de son suivi.

5.2 Coordinateur de sécurité

Les Parties déterminent d'un commun accord la Partie qui s'occupe de la désignation du coordinateur de sécurité réalisation (qui est obligatoirement unique), et ce, avant le début des travaux.

Dans le cadre d'un projet commun, le partage des coûts du coordinateur de sécurité sont répartis à parts égales entre Elia, le GRD et les éventuels autres gestionnaires de réseau de distribution.

5.3 Planification et réunions de chantier

Sur base du scénario des travaux, un calendrier de réalisation est proposé par la Partie initiatrice des travaux.

Le calendrier de réalisation initialement convenu peut être modifié moyennant concertation et accord des Parties.

En cas de modification significative du planning (décalage de plus d'un mois dans un sens ou dans l'autre), la modification sera actée lors des réunions de suivi du portefeuille de projet évoquées à l'Annexe 7.

Des réunions de chantier obligatoires qui ont pour objectif d'assurer la coordination entre les différentes entreprises, les fournisseurs et autres ainsi que l'organisation de la poursuite des travaux en toute sécurité doivent être organisées régulièrement par la Partie initiatrice des travaux.

En outre, une réunion de début et de clôture de chantier seront systématiquement organisées par la Partie initiatrice des travaux.

5.4 Mise en service des nouvelles installations

Los de tous travaux au sein d'un Poste de transformation, ayant un impact potentiel sur les installations de l'autre Partie ou le fonctionnement global des installations, comme par exemple:

- l'installation / l'ajout d'un transformateur HT-MT;
- l'installation d'une nouvelle Sous-station MT;
- l'ajout / la suppression d'un asset primaire (disjoncteur, TI, TP,...);
- l'ajout / la suppression d'une cellule MT;
- l'ajout / la suppression de systèmes secondaires (protections, armoire d'interface, services auxiliaires,...);
- ou toute modification importante à ces installations qui peut avoir un impact sur les installations de l'autre Partie,

la Partie initiatrice des travaux veille à ce que l'autre Partie soit pleinement informée des travaux qui ont été exécutés et de l'impact potentiel de ces derniers sur ses installations propres ainsi que sur le fonctionnement global des installations. A cet effet, en début de projet, les tests conjoints (et scénario s'y rapportant) qui devront être réalisés avant, pendant ou après la mise en service des installations seront convenus.

Les Parties veillent à réaliser les tests nécessaires et adéquats de leurs installations avant la mise en service de l'installation (ou partie d'installation) modifiée ou nouvellement installée afin d'en garantir le fonctionnement optimal. Une attention particulière sera portée à la coordination et réalisation des tests des systèmes secondaires (protections, automatismes, interlocking, télé-contrôle,...) ainsi qu'aux tests conjoints dont l'objectif est notamment de vérifier le bon fonctionnement de la protection jeu de barres et les informations échangées au travers de l'armoire d'interface.

De manière générale, chaque Partie veillera à ne causer aucun préjudice aux installations de l'autre Partie ou au fonctionnement global des installations.

Les tests devant être effectués durant la procédure de mise en service / mise sous tension doivent être repris explicitement dans la note de mise en service conformément à l'Annexe 11.

Lors de la réalisation des tests et de la mise en service proprement dite, l'Annexe 11 de la présente Convention sera pleinement d'application.

5.5 Clôture d'un projet

Conformément au point 5.3, la Partie initiatrice des travaux organise une réunion de clôture de projet durant laquelle les Parties vérifieront qu'elles disposent de toutes les informations nécessaires et que les diverses adaptations ont bien été répercutées dans les systèmes, plans, inventaires, ... des Parties.